

CENTRE D'ÉTUDES CONSTITUTIONNELLES
ET ADMINISTRATIVES

Direction : FRANCIS DELPÉRÉE

6

MÉDIAS ET SERVICE PUBLIC

•

Robert ANDERSEN - Simon-Pierre DE COSTER - Francis DELPÉRÉE
Alain DENEFF - Diane DÉOM - Dominique DISERENS
E.J. DOMMERING - Michel HANOTIAU - François JONGEN
Wolfgang KLEINWÄCHTER - Paul MARTENS - Ewald MATTHYS
Anthony PRAGNELL - Gabriel RINGLET - Georges VANDERSANDEN
Pilar VARELA MORALES - Dirk VOORHOOF - Giulio VOTANO
Robert WANGERMÉE - Frédéric YOUNG

SOUS LA DIRECTION DE FRANÇOIS JONGEN

*Assistant à l'Université catholique de Louvain
Avocat au barreau de Bruxelles*

EXTRAIT

BRUYLANT
BRUXELLES

1 9 9 2

**DE LA BRT À LA BRTN :
DÉVELOPPEMENTS RÉCENTS
DANS L'AUDIOVISUEL FLAMAND**

Dirk VOORHOOF (*)

CHARGÉ DE COURS À L'UNIVERSITÉ DE GAND
ET À L'UNIVERSITÉ D'ANVERS

INTRODUCTION

Ce rapport sera consacré à deux décrets récents qui sont directement liés aux développements que vient de connaître l'audiovisuel public dans la communauté flamande. Il s'agit principalement du nouveau statut de l'audiovisuel public tel qu'il est établi par le décret du 27 mars 1991. Un bref examen sera également consacré au nouveau décret sur la publicité et le sponsoring à la radio et à la télévision et à son impact sur l'audiovisuel public ainsi que sur les autres médias audiovisuels en Flandre.

**I. — LE NOUVEAU STATUT DE LA BRTN
(DÉCRET DU 27 MARS 1991)**

Dans le contexte des développements tempétueux du paysage audiovisuel au cours des dernières années, une révision de la législation organique de l'audiovisuel public en Flandre était devenue nécessaire. Ainsi, dans l'exposé des motifs de la proposition qui a conduit au nouveau décret de la BRTN, la nécessité d'un statut moderne et adapté pour l'audiovisuel public était justifiée par référence au fait qu'en Flandre, le système de monopole a été remplacé par un système de concurrence dans le domaine de la radio et de la télévision et

(*) L'auteur remercie François Jongen pour l'aide apportée dans la traduction de ce texte.

qu'un agrandissement d'échelle peut être constaté à un niveau supranational. En outre les défis des différentes nouveautés technologiques dans le domaine des médias ainsi que les conséquences radicales qui s'ensuivent sur les prix du marché audiovisuel, imposent que chaque télévision fasse preuve d'une grande promptitude à la riposte, d'une flexibilité dans l'action et d'une capacité d'adaptation rapide.

Le nouveau décret a dès lors pour premier but d'accorder à la BRTN une plus large autonomie pour permettre un fonctionnement quotidien plus souple de l'institut public d'audiovisuel. Après que le Conseil d'Etat ait, dans son avis du 8 juin 1990, contesté certaines modalités de l'autonomie jugées excessives pour une institution publique, la proposition (introduite par le SP (P. Chevalier) et le CVP (E. Van Rompuy), tous deux issus de la majorité) a été sommairement amendée. Une proposition de l'opposition PVV en vue d'une réforme encore plus profonde de la BRT et d'une séparation en un institut public de radio et un institut public de télévision comme deux entités séparées, a été prise en considération lors des débats parlementaires préalables au décret du 27 mars 1991, mais n'a finalement eu que très peu ou pas d'influence sur le texte même du décret.

Cela semble être devenu une constante de l'histoire mais, une fois encore, on n'a pu trouver de consensus politique dans ce dossier de média, et le nouveau statut de l'audiovisuel public a été adopté par le Conseil flamand majorité contre opposition.

Le décret du 27 mars 1991 remplace l'ancien décret sur la BRT du 28 décembre 1979, lequel constituait d'ailleurs très largement une confirmation de la loi sur l'audiovisuel public (BRT/RTB) du 18 mai 1960. Le décret de 1979 était en effet pour l'essentiel une confirmation de la loi de 1960 sauf, d'une part, en ce qui concerne l'exercice de l'autonomie culturelle de la communauté flamande en vue de l'organisation d'un audiovisuel public propre à la Flandre et, d'autre part, en ce qui concerne l'intégration d'organisations tierces en tant qu'associations dotées d'un pouvoir d'émettre. Au cours de la décennie qui suivit, le décret sur la BRT de 1979 ne fut modifié que deux fois, et de façon très marginale : en 1982 pour la procé-

dure de reconnaissance d'une catégorie limitée d'associations tierces de nature politique et philosophique (décret du 30 juin 1982) et en 1989 pour les communications de l'Exécutif flamand (décret du 1^{er} février 1989).

La modification récemment introduite par le décret du 13 juin 1990 dans le domaine des recettes de la publicité et du sponsoring dans les programmes de la BRT (surnommé « mini décret ») constituait en fait un préambule et était en somme le précédent de la modification plus fondamentale du cadre organique de l'audiovisuel public tel qu'élaboré dans le décret du 27 mars 1991.

Les points essentiels du nouveau décret sur l'audiovisuel public peuvent être résumés de la façon suivante :

1. — La BRT, désormais BRTN, reste un établissement public chargé d'assurer le service public de radio télédiffusion. Aux termes de l'article 4, la BRTN « assure par une grille d'émissions équilibrée dans le souci de renforcer le rayonnement de l'identité culturelle de la communauté flamande, des programmes dont l'objectif est d'informer, de former et de divertir les auditeurs et les téléspectateurs. Il assure notamment et en priorité le service de l'information ». En d'autres termes, l'accent sur l'information et sur l'identité culturelle de la Communauté flamande.

2. — La BRTN fixe son offre d'émission et sa grille de programme, est autonome dans la détermination de sa politique de programme et de production et peut conclure des accords de coopération tant avec d'autres établissements publics (par exemple la RTT/BELGACOM), qu'avec des partenaires privés (par exemple la régie publicitaire VAR constituée avec la VUM, le groupe de presse éditeur du *Standaard*, du *Nieuwsblad* et du *Gentenaar*).

3. — La BRTN est gérée par un conseil d'administration. Les douze membres du Conseil d'administration sont nommés et peuvent être révoqués par le Conseil flamand. Les seules conditions positives exigées des administrateurs sont la possession de la nationalité belge, l'appartenance à la communauté flamande ainsi qu'un âge inférieur à 65 ans accomplis au moment de la nomination. D'un point de vue négatif, une série

d'incompatibilités sont arrêtées eu égard à l'exercice de certaines fonctions politiques ou professionnelles. Ainsi, par exemple, on ne peut être en même temps administrateur de la BRTN et exercer un mandat ou une fonction dans une autre entreprise active dans le secteur de la presse écrite, dans le secteur de l'audiovisuel ou dans le monde de la publicité.

Le conseil d'administration établit la politique générale des programmes, arrête le plan pluriannuel et le budget. Il faut souligner que le conseil d'administration de la BRTN dispose également du pouvoir de fixer le statut administratif et pécuniaire du personnel. Le décret prévoit en son article 12, § 3 la possibilité de nomination ou d'engagement de personnel par un lien juridique soit de droit public (fonctionnaires) soit de droit privé (personnel contractuel).

4. — Au sein du conseil d'administration est constitué un comité permanent composé de cinq membres. Le comité permanent est chargé de la gestion administrative et financière de l'institut.

5. — La direction journalière de la BRTN est confiée à l'administrateur général, qui est, notamment, chargé de la préparation et de l'exécution des décisions du conseil d'administration et du comité permanent. Trois directeurs généraux sont respectivement compétents pour la radio, la télévision et les services techniques. L'administrateur général et les directeurs généraux sont nommés par l'Exécutif flamand.

6. — La réglementation relative à l'émission des communications de l'Exécutif flamand, qui avait été introduite par le décret du 1^{er} février 1989, est modifiée sur un certain nombre de points. Ainsi, par exemple, le maximum est fixé à 2 heures par mois au lieu de 6. Il est désormais possible de laisser un temps d'antenne pour des communications des membres néerlandophones de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale. Il va de soi que l'obligation d'émettre les communications du gouvernement reste inchangée (loi du 18 février 1977 et A.R. du 8 juin 192).

7. — Les émissions de tiers qui avaient été fortement contestées dans les dernières années, gardent une place dans la

programmation de la BRTN. En ce qui concerne la télévision, des associations externes peuvent se voir concéder du temps d'antenne à condition d'être constituées en « associations aux fondations non commerciales dont le but exclusif est d'émettre des programmes axés directement sur la formulation d'opinions fondées sur des courants représentatifs sociaux, économiques, culturels et idéologiques » (art. 23, § 1). Cette disposition vise les associations politiques (une par groupe parlementaire), les associations religieuses et philosophiques (émissions confessionnelles et de libre pensée) et les associations socio-économiques (employeurs, syndicats, organisations de classes moyennes et organisations agricoles).

L'Exécutif flamand détermine annuellement la quantité de temps d'antenne qui peut être attribuée à ces tiers sans qu'elle puisse être inférieure à 2 % du nombre total des heures d'émission de la BRTN ni supérieure à 100 heures. L'Exécutif flamand octroie aussi aux tiers la dotation annuelle pour la réalisation de leurs programmes.

En ce qui concerne la radio, la réglementation des émissions de tiers est confiée à l'Exécutif flamand, la seule limite fixée étant que ces émissions ne peuvent dépasser 80 heures par an.

Tous les éléments relevés ci-dessus constituent pour l'essentiel une confirmation, une continuité du cadre organique antérieur de la BRT. Les modifications essentielles concernent les aspects suivants :

8. — La base financière de la BRTN est d'une part étendue et d'autre part définie de façon plus précise. L'extension vient du « mini-décret » sur la BRT, en vertu duquel la BRTN se voit accorder, à côté de la dotation publique et des éventuelles donations, legs et prêts ainsi que du produit de l'exploitation de ses productions et son infrastructure, la possibilité de percevoir des recettes provenant de la publicité commerciale et non commerciale à la radio, du sponsoring à la radio et à la télévision, de la diffusion des messages d'intérêt général et des coproductions et co-financements (toutes ces notions sont définies à l'art. 2 du décret).

9. — La dotation est désormais garantie à hauteur d'un seuil minimum, mais devient en même temps un instrument

très performant de contrôle de l'autorité sur l'audiovisuel public. Une dotation annuelle de base est garantie à hauteur de 49,5 % du produit de la redevance radio-télévision localisée dans la région néerlandophone qui est ristournée aux Communautés. Ceci permet à la BRTN d'avoir l'assurance d'un montant annuel minimum même si cela ne constitue qu'une sécurité relative. En effet, 49,5 % constituent un pourcentage sur un montant qui peut varier, et qui donc peut aussi diminuer selon que les recettes de la radio-TV redevance baissent (plus de resquilleurs, contrôles moins performants) ou si l'autorité décide de diminuer le montant de la radio-redevance. En outre, la fixation par décret d'un seuil minimum de 49,5 % signifie évidemment que quelques 50 % de la redevance radio-télevisée qui est perçue comme contribution à l'audiovisuel est en fait destinée à de toutes autres fins publiques.

Au-delà des 49,5 %, la BRTN peut se voir accorder un « subside additionnel de fonctionnement ». Ce subside additionnel de fonctionnement, égal à un minimum de 2 % du produit de la radio-redevance radio-télévision localisée dans la région néerlandophone, est facultatif et directement dépendant des activités réellement prestées par la BRTN et de la façon dont le Conseil flamand évalue l'exécution par la BRTN de ses missions communautaires et de son plan pluri-annuel.

10. — Le nouveau décret confirme l'interdiction de publicité sur les antennes télévisées de la BRTN. Aux termes de l'article 17, § 2, il est interdit à la BRTN de percevoir des recettes de publicité commerciale ou de publicité non commerciale à la télévision. En cas d'infraction à ce principe, la dotation de base accordée par le Conseil flamand sera réduite d'une somme égale aux recettes indûment perçues.

Confirmant le mini-décret du 13 juin 1990, l'article 17, § 7 prévoit par contre la possibilité de percevoir des recettes provenant de la publicité commerciale et de la publicité non commerciale à la radio.

11. — L'article 17, § 6 du décret du 27 mars 1991 fixe les règles en matière de sponsoring à la radio et à la télévision ainsi que pour les mentions et citations en cas de coproduction, de co-financement et d'appel à des services logistiques.

Toutefois, ces règles ont déjà été modifiées depuis par le décret du 12 juin 1991 dans le cadre d'une réglementation générale de la publicité et du sponsoring à la radio et à la télévision. On retiendra essentiellement qu'à la télévision, la BRTN ne peut recourir qu'au sponsoring d'institutions publiques ou d'associations et de sociétés dont le conseil d'administration est composé en majorité de représentants des pouvoirs publics.

12. — Dans le cadre de la responsabilisation et en vue de garantir la continuité et la planification de la politique au sein de la chaîne publique, le décret impose à la BRTN d'arrêter un plan quinquennal. Ce plan doit notamment contenir les perspectives en matière d'émissions, de besoins de personnel, d'infrastructure et de financement. Il commente également la politique menée en matière de programmes. Le plan pluriannuel est ajusté chaque année et soumis pour approbation au Conseil flamand.

13. — Le contrôle financier de l'Institut est assuré par l'Exécutif flamand qui reçoit annuellement pour approbation le projet de budget, le compte d'exploitation, le bilan et le compte de résultat, le tout sous contrôle de la Cour des comptes.

14. — La fonction de contrôle est assurée par un délégué communautaire nommé par l'Exécutif flamand qui veille au respect des lois, décrets et arrêtés.

A la différence de ce qui était prévu dans la réglementation de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certaines entreprises d'intérêt public, l'autorité de tutelle ne dispose plus d'un pouvoir de substitution aux termes duquel le ministre compétent pouvait prendre des décisions à la place de l'institut concerné. La tutelle est ainsi réduite à une compétence de suspension et une compétence d'annulation, sous le contrôle du Conseil flamand.

Le nouveau décret accorde donc une substantielle part d'autonomie à la BRTN : devenue une institution publique sui generis, elle n'est plus soumise aux dispositions de la loi du 16 mars 1954 et la tutelle administrative est en même temps limitée à une tutelle de légalité. Le délégué communautaire peut introduire un recours motivé auprès de l'Exécutif fla-

mand contre toute décision de la BRTN qu'il estime contraire à la législation. Ce recours a un effet suspensif et est immédiatement communiqué pour information au Conseil flamand. L'Exécutif flamand dispose d'un délai de 20 jours pour décider de l'annulation éventuelle de la décision de la BRTN, délai à l'expiration duquel la décision devient définitive. La décision éventuelle d'annulation est communiquée au Conseil flamand et au président du conseil d'administration de la BRTN.

15. — Dans le prolongement de la compétence du délégué communautaire et de l'Exécutif flamand, il convient d'évoquer une modification relative à la tutelle sur les programmes des tiers. Le conseil d'administration, le comité permanent et l'administrateur général de la BRTN perdent leurs compétences dans ce domaine. Désormais, c'est au délégué communautaire qu'il appartient de veiller à ce que les émissions réalisées par des tiers se fassent conformément à leurs missions et aux dispositions légales applicables. En cas de contestation, l'émission peut être suspendue après concertation avec deux délégués du conseil des programmes concédés. La suspension de l'émission d'un programme de tiers est communiquée par le délégué communautaire à l'Exécutif flamand qui prend une décision définitive dans les 20 jours de la date de diffusion prévue.

16. — Enfin, on retiendra que l'ancienne disposition du très important article 23 sur la BRT est modifiée par le nouvel article 21. L'obligation de respecter un esprit de stricte objectivité pour les programmes d'information est désormais remplacée par un devoir d'impartialité et de véracité. L'interdiction de censure, qui dans l'ancien décret était exclusivement destinée au gouvernement et qui s'appliquait seulement aux émissions d'information, est désormais formulée de façon beaucoup plus générale de la façon suivante : « Toute forme de censure est interdite ».

Les incompatibilités qui existaient précédemment entre une fonction de journaliste à la BRT et une fonction dans la presse écrite ou un mandat politique sont supprimées. Le même but est atteint avec la nouvelle disposition aux termes de laquelle

« l'indépendance rédactionnelle du service d'information est garantie ».

Les diverses dispositions d'interdiction qui figuraient dans l'ancien article 23, § 2 ont été supprimées en raison de leur caractère exagéré ; toutefois, ceci ne signifie pas la disparition de l'interdiction d'émettre des programmes qui seraient contraires aux lois, à l'ordre public ou aux bonnes mœurs ou qui porteraient atteinte à l'honneur ou à la réputation des personnes, étant entendu que ces interdictions découlent de toute façon de législations générales et particulières relatives à l'usage des libertés. On relèvera également que l'interdiction d'émettre des programmes contraires à l'intérêt public a été supprimée, ce qui met un terme à une inadmissible possibilité de contrôle d'opportunité politique de la part du pouvoir exécutif sur les programmes de l'audiovisuel public (ancien article 23, § 2).

17. — Il n'est pas besoin de s'étendre longuement sur la modification de dénomination de « Radio-télévision belge, émissions néerlandaises » (décret BRT de 1979) en « Radio-télévision belge, émissions de la Communauté flamande » (décret du 13 juin 1990) jusqu'à l'actuelle « Les émissions néerlandaises de radio et de télévision en Belgique, audiovisuel de la Communauté flamande » (décret du 27 mars 1991). Comme la discussion infinie sur l'abréviation du nom de l'Institut (BRT, VRT, BRTV, NRTB, VRTO, BRTN ...), on a déjà fait couler assez d'encre sur ce sujet.

II. — LES NOUVELLES RÈGLES

EN MATIÈRE DE PUBLICITÉ ET DE SPONSORING
À LA RADIO ET À LA TÉLÉVISION EN FLANDRE
(DÉCRET DU 12 JUIN 1991)

Récemment, la Communauté flamande a adopté également une nouvelle législation en matière de publicité et de sponsoring à la radio et à la télévision. Le projet de l'Exécutif du 8 avril 1991 a été examiné à la vitesse de l'éclair et adopté le 30 mai 1991 par le Conseil flamand.

Une modification de la loi du 6 février 1987 relative à la publicité commerciale à la radio et à la télévision était indispensable pour un certain nombre de raisons. D'abord, suite à la réforme de l'Etat de 1988-1989, la compétence en matière de publicité commerciale à la radio et à la télévision a été transférée de l'autorité nationale aux Communautés, en telle manière que désormais, le Conseil flamand est compétent pour arrêter en la matière son propre cadre décretaal pour la Communauté flamande. *Secondo*, la réglementation en matière de publicité et de sponsoring devait être modifiée et complétée sur un certain nombre de points en exécution de la directive européenne sur la télévision sans frontières du 3 octobre 1989, et plus particulièrement de son Chapitre IV. *Tertio*, il s'imposait de définir urgemment un cadre légal pour la publicité et le sponsoring sur les télévisions locales et régionales en Flandre. Enfin, il s'imposait d'apporter une certaine clarté au débat relatif au « product placement », débat d'une grande actualité pour de nombreux programmes de télévision et qui avait donné lieu à un litige entre VTM et la BRT.

Les lignes de force du nouveau décret peuvent être résumées comme suit :

1. — Le décret introduit un certain nombre de nouvelles définitions, essentiellement reprises de la directive européenne.

Le principe de l'autorisation préalable pour l'émission de publicité radio télévisée est maintenu. L'Exécutif flamand ne peut accorder l'autorisation qu'à une seule chaîne de télévision s'adressant à l'ensemble du public de la Communauté flamande, de telle façon que la sauvegarde du monopole publicitaire de VTM est garantie.

2. — Les télévisions locales et régionales ainsi que les radios locales ne peuvent émettre que de la publicité régionale. Le décret prévoit toutefois une porte de sortie en vertu de laquelle l'Exécutif flamand peut aussi accorder à certains diffuseurs locaux l'autorisation de diffuser aussi une autre publicité.

3. — Une série d'interdictions, pour l'essentiel, conformes aux dispositions de la directive européenne, sont introduites : interdiction de discrimination, interdiction de publicité pour

les cigarettes et les produits du tabac, interdiction de publicité pour les spécialités médicales sur ordonnances, limitations de la publicité pour l'alcool et limitations de la publicité destinée aux enfants. Une disposition spécifique est inscrite à l'article 4, 3^o, d, en vertu de laquelle la publicité à la radio et à la télévision ne peut pas contenir d'indications de prix. Le décret contient également une disposition de type « Koos Postema », en vertu de laquelle il est interdit d'utiliser pour des spots publicitaires des journalistes de l'audiovisuel ou des présentateurs de programmes informatifs, pour éviter que leur collaboration puisse induire en erreur les auditeurs ou les spectateurs.

4. — L'article 5, § 1^{er}, établit une stricte interdiction d'osmose entre les programmes et les messages publicitaires : la publicité doit être reconnaissable en tant que telle et être distincte des programmes. La publicité n'est autorisée que dans le cadre des écrans publicitaires.

5. — Des interruptions de programmes sont autorisées à certaines conditions, (respect de l'intégrité et de la valeur des programmes). Les programmes pour enfants, les programmes informatifs et les programmes des cultes religieux constituent toutefois des catégories protégées.

6. — Le temps des émissions consacrées à la publicité est fixé à un maximum de 15 % du temps d'émission journalier et de 20 % à l'intérieur d'une période donnée d'une heure (voir directive européenne).

La publicité clandestine est interdite. Le décret reprend ici la définition de la directive européenne, c'est-à-dire qu'il faut au moins que le public puisse être induit en erreur pour pouvoir parler de publicité clandestine.

7. — Les programmes eux-mêmes ne peuvent pas contenir de publicité, à moins que celle-ci ne soit inévitable. Est considérée comme inévitable la publicité qui fait partie du cadre de vie normal ou du paysage environnant et qui est montrée dans le programme sans insistance ou propos délibéré.

Par ailleurs, l'apparition à l'écran d'un nom, d'une marque ou d'un logo lors d'un reportage sportif ou culturel est consi-

déré comme inévitable. Le décret permet également la présentation de marques ou de logos de produits ou de services qui sont attribués comme prix aux téléspectateurs dans le cadre de programmes de jeux, moyennant le respect de certaines modalités. Enfin, la mention du nom de la marque de produit et de service sans intention de les offrir est autorisée dans le cadre d'autres programmes, pour autant que cette mention soit justifiée et indispensable eu égard au contenu du programme.

8. — Les dispositions en matière de sponsoring s'alignent pour l'essentiel sur celles de la directive européenne. On soulignera particulièrement le principe selon lequel la BRTN peut seulement collaborer avec des sponsors du secteur public, tandis que la télévision commerciale VTM doit recourir exclusivement pour le parrainage à des entreprises privées. Les télévisions régionales et les radios locales ne peuvent recourir qu'à du sponsoring régional.

9. — L'article 13 interdit l'émission de programmes de téléachat par les organismes de télédiffusion.

10. — Un conseil flamand pour la publicité et le sponsoring à la radio et à la télévision est institué pour succéder au conseil de la publicité commerciale à la radio et à la télévision. La triple tâche du conseil est maintenue :

- a) (continuer à) préparer un code de publicité et de sponsoring ;
- b) veiller au respect des prescriptions en matière de publicité, de sponsoring et de téléachat ;
- c) rendre des avis sur ces matières.

Le conseil informe le ministre communautaire compétent des infractions constatées à la législation sur la publicité et peut suspendre pour un maximum d'un mois l'insertion de publicités ou de sponsoring dans les programmes.

11. — Le décret fixe des amendes pénales en cas de violation de ces dispositions : elles vont de 500 à 100.000 francs. L'autorisation peut également être retirée ou suspendue en cas de violation du décret ou de ses arrêtés d'exécution.

III. — CONCLUSIONS

Il est évidemment encore trop tôt pour évaluer l'impact des nouveaux décrets sur l'audiovisuel public. Le décret sur la BRTN n'est paru au Moniteur que le 6 juin, et certaines modifications, notamment en matière d'émissions de tiers, ne sont entrées en vigueur qu'au 1^{er} septembre. Le décret sur la publicité et le sponsoring date du 12 juin 1991 et n'est entré en vigueur qu'à la fin du mois d'août. On ne permettra toutefois une première évaluation et certaines considérations critiques à l'égard de cette nouvelle législation.

a) Le nouveau système de subventionnement de la BRTN offre d'une part plus de sécurité et plus d'autonomie pour les chaînes publiques, mais crée d'autre part de nouvelles insécurités et de nouvelles dépendances. Il est vrai que la BRTN n'est plus tributaire de l'approbation annuelle d'une dotation publique : il n'est plus possible à l'autorité de se servir de ce vote comme moyen de pression. Cela offre également à la BRTN la possibilité de mieux organiser son financement, d'investir avec plus de sécurité dans les priorités d'une chaîne publique. Par contre, le supplément facultatif de 2 % ouvre la porte à une immixtion de l'autorité plus forte qu'antérieurement, même si cela ne concerne qu'un montant relativement peu élevé. Enfin, le seuil de 49,5 % n'offre pas encore de base suffisamment stable pour évaluer annuellement la dotation, dès lors que le montant total de la redevance perçue peut varier, et donc aussi baisser. Il serait logique que les redevances radio-télévision soient intégralement attribuées au secteur audiovisuel.

b) La confirmation du choix de l'introduction de la publicité et du sponsoring sur les chaînes publiques signifie la confirmation implicite de ce que la subvention publique ne peut pas suffire à elle seule à maintenir en état de fonctionnement un service public compétitif avec deux réseaux de télévision (Tv1 et Tv2) et quatre réseaux radio (Radio 1, Radio 2 et Radio 3 ainsi que Radio Brussel). Il est à craindre que l'importance des revenus de la publicité et du sponsoring finisse par avoir une influence sur l'autonomie de programmation des chaînes publiques. Désormais, la menace est réelle et constante

de voir produire ou programmer en fonction du publicitaire ou du sponsor. Une grande vigilance s'imposera.

c) Le partage du gâteau publicitaire flamand pour les médias audiovisuels a été conçu pour éviter des frictions permanentes ou des conflits ouverts entre les différentes chaînes. VTM reçoit l'exclusivité de la publicité commerciale TV destinée à l'ensemble de la Flandre et du sponsoring privé. La BRTN radio reçoit l'exclusivité de la publicité radio destinée à l'ensemble de la Flandre. La BRTN TV reçoit le sponsoring public et les médias locaux reçoivent la publicité et le sponsoring radio et la publicité télévisée régionale. Reste toute fois à voir si ces différentes formes de publicité pourront être aussi facilement distinguées dans la pratique que dans les textes législatifs.

d) Le maintien des programmes de tiers et du système des communications gouvernementales a sans doute une influence négative sur la position concurrentielle dans laquelle les chaînes publiques se trouvent par rapport aux chaînes commerciales et ne facilite pas une programmation équilibrée et qualitative au sein du service public de l'audiovisuel.

e) Le contrôle du Conseil et de l'Exécutif flamand sur le fonctionnement des chaînes publiques est maintenu pour l'essentiel, de telle manière qu'on a manqué une opportunité historique de suivre la tendance générale en Europe qui consiste à tenir l'audiovisuel à une plus grande distance du pouvoir. Il aurait été utile d'envisager l'installation d'une autorité indépendante de régulation et de contrôle, par exemple sur le modèle du CSA français ou du Commissariat pour les médias néerlandais.

RÉFÉRENCES

Décret du 27 mars 1991 portant statut de la « *Nederlandse Radio- en Televisie-uitzendingen in België, Omroep van de Vlaamse Gemeenschap* », *Moniteur belge*, 6 juin 1991.

Décret du 12 juin 1991 portant réglementation de la publicité et du sponsoring à la radio et à la télévision, *Moniteur belge* du 14 août 1991.

D. VOORHOOF et H. MAERTENS, « *Medialex* », *Bronnenverzameling van de Media- en informatiewetgeving*, Antwerpen, Kluwer rechtswetenschappen, (édition 1992).